



Extrait du Registre aux Délibérations
du Conseil Municipal

Séance du 2 MARS 1978

Présidence de Monsieur P.A. LEGUIMME

MAIRE

Membres présents :

MM BOUGUILLON, ROUSSEL, BERTHELOT, Melle VANDEVANNET,
M. FOURURE : Adjoints au Maire -

MM CALLENS, AUVERTIN, VERCAEMER, DESREUMAUX, DURIEZ,
SAUVE, VERLEY, LALEINE, DUROT, Mmes REVER, LONGUEVAL,
M. MAES, Mmes BOUCHE, CALIS, VANOVERSCHelde, JOUIN,
CALLENS.

Membres absents excusés et représentés :

M. DUCROCQ (délégué de vote / Mme JOUIN)

M. QUIENZ (délégué de vote : M. VERCAEMER)

M. DUMONT

Membres absents non représentés :

OBJET :

SYNDICAT INTERCOMMUNAL LOOS/HAUBOURDIN : MODIFICATION

DES STATUTS

L'article 5 des statuts qui régissent le Syndicat LOOS/HAUBOURDIN prévoient que la contribution des communes est calculée pour 50 % au prorata de la valeur du centime et pour 50 % au prorata de la population.

L'examen du planning d'utilisation de la piscine laisse apparaître un fort contingent d'enfants fréquentant les écoles de LOOS. Nous avons donc demandé de revoir le partage des charges afin de tenir compte de cette situation.

Nous vous proposons d'adopter le projet de modification de l'article 5 des statuts :

Article 5 : La contribution des Communes associées aux dépenses du Syndicat prévue à l'article L 251-3-1° du Code des Communes (ex-article 149-I du Code de l'Administration Communale) est déterminée de la façon suivante :

.../...

- pour l'investissement et le service de la dette

- a) pour moitié au prorata de la population de chaque commune (le chiffre de la population servant à l'établissement de la cotisation est celui donné par la Préfecture du Nord après chaque recensement quinquennal arrondi à la centaine).
- b) pour moitié au prorata de la valeur du centime communal de chaque commune (contribution foncière bâtie, non bâtie, mobilière et patentes).

- pour les dépenses ordinaires

La participation des villes sera calculée en fonction de la répartition des heures d'utilisation des équipements sportifs.

Il est bien entendu que les taux de participation sont annuellement révisables.

A noter que la contribution demandée aux Communes n'est que le complément des recettes principales perçues par le service auprès des usagers (art. L 251-3-8°) du Code des Communes, (ex. art. 148-6° du Code de l'Administration Communale).

ADOpte -

Fait en séance, les jour mois et an susdits

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

LE MAIRE,



P.A. LEGUIMME

du

NORD

Siège Social

Mairie d' HAUBOURDIN

Adresser

Toute la correspondance

à

Monsieur le Président
du Syndicat

Mairie de LOOS

Tél : 57 - 63 - 67

57 - 55 - 89

MODIFICATION DE L'ARTICLE 5
DES STATUTS DU SYNDICAT DE COMMUNES
DE LOOS - HAUBOURDIN

Article 5 : La contribution des Communes associées aux dépenses du Syndicat prévue à l'article L 251 - 3 - 1° du Code des Communes (ex-article 149 - 1 du Code de l'Administration Communale) est déterminée de la façon suivante :

- Pour l'investissement et le service de la dette :

- a) pour moitié au prorata de la population de chaque commune (le chiffre de la population servant à l'établissement de la cotisation est celui donné par la Préfecture du Nord après chaque recensement quinquennal arrondi à la centaine).
- b) pour moitié au prorata de la valeur du centime communal de chaque commune (taxe foncière bâtie, non bâtie, taxe d'habitation et taxe professionnelle).

- Pour les dépenses ordinaires :

La participation des villes sera calculée en fonction de la répartition des heures d'utilisation des équipements sportifs.

Il est bien entendu que les taux de participation sont annuellement révisables.

A noter que la contribution demandée aux Communes n'est que le complément des recettes principales perçues par le service auprès des usagers : article L 251 - 3 - 6° du Code des Communes, (ex-article 149 - 6° du Code de l'Administration Communale).

VU POUR ETRE ANNEXE
A LA DELIBERATION DU
SYNDICAT INTERCOMMUNAL
LOOS HAUBOURDIN EN
DATE DU 26/1/1978

Le Président

Syndicat Intercommunal
LOOS-HAUBOURDIN

Eugène AVINÉE

Vu pour être
annexé à notre arrêté en date
du 28 mars 1978

Pour le Préfet

Le Chef de Bureau délégué

De Vuern

Direction de
l'Administration Communale
1er Bureau

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur

Syndicat Intercommunal pour la construction
et la gestion d'équipements sportifs et de
plein air

- Modification des statuts -

59-0-38-037

Vu le Code des Communes ;

Vu l'ordonnance n° 59-29 du 5 Janvier 1959 relative aux syndicats
de communes ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 Avril 1970 autorisant la
création entre les communes de LOOS et HAUBOURDIN d'un Syndicat pour la
construction et la gestion d'équipements sportifs et de plein air ;

Vu la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal pour la
construction et la gestion d'équipements sportifs et de plein air, en date du
26 Janvier 1978, décidant la modification de l'article 5 des statuts ;

Vu les délibérations concordantes des Conseils Municipaux des
communes de LOOS et HAUBOURDIN favorables à la décision du comité syndical ;

A R R E T E :

Article 1er - L'article 5 des statuts du Syndicat Intercommunal pour
la construction et la gestion d'équipements sportifs et de plein air
approuvés le 8 Avril 1970, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 5 - la contribution des communes associées aux dépenses du
syndicat prévue à l'article L 251-3-1° du Code des Communes (ex article 149-1
du Code de l'Administration Communale) est déterminée de la façon suivante :

- Pour l'investissement et le service de la dette :

- a) pour moitié au prorata de la population de chaque commune
(le chiffre de la population servant à l'établissement de la
cotisation est celui donné par la Préfecture du Nord après
chaque recensement quinquennal arrondi à la centaine).
- b) pour moitié au prorata de la valeur du centime communal de
chaque commune (taxe foncière bâtie, non bâtie, taxe d'habitation
et taxe professionnelle).

- Pour les dépenses ordinaires :

La participation des villes sera calculée en fonction de la
répartition des heures d'utilisation des équipements sportifs.

Il est bien entendu que les taux de participation sont annuellement révisables.

A noter que la contribution demandée aux communes n'est que le complément des recettes principales perçues par le service auprès des usagers : article L 251-3 - 6° du Code des Communes (ex article 149-6° du Code de l'Administration Communale).

Article 2 - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 Avril 1970 restent inchangées?

Article 3 - M. le Secrétaire Général du Nord et M. le Président du Syndicat Intercommunal LOOS-HAUBOURDIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1er Janvier 1978.

Ampliation du présent arrêté sera également adressée à :

- M. le Trésorier Payeur Général du Nord à LILLE
- M. l'Inspecteur d'Académie - Service départemental de la Jeunesse et des Sports
- M. le Directeur départemental de l'Equipement
- MM. les Maires des communes intéressées.

Fait à Lille, le 28 Mars 1978.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

A. UERICH.

Pour expédition conforme,
Le Chef de Bureau délégué,



DEPARTEMENT

du

NORD

—

Siège Social

Mairie d' HAUBOURDIN

—

Adresser

Toute la correspondance
à

Monsieur le Président
du Syndicat

Mairie de LOOS

—

Tél. 52.97.44

SYNDICAT INTERCOMMUNAL LOOS - HAUBOURDIN

(Arrêté Préfectoral du 7 Avril 1970)

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL**

Réunion du 26 Janvier 1978

L'an mil neuf cent soixante dix huit,
le vingt six janvier à dix huit heures,
le syndicat Intercommunal s'est réuni à la Mairie d'Haubourdin
sous la Présidence de Monsieur Eugène AVINEE, à la suite de la
convocation qui lui a été adressée trois jours à l'avance
conformément à la loi.

Etaient présents : M. AVINEE, M. LEQUINME, M. DUPONT,
M. RONDELAERE, M. ROUSSEL, M. BOUQUILLON.

Etaient excusés : M. CABY, M. DUMONT.

MODIFICATIONS DE LA
PARTICIPATION FINANCIERE
A LA CHARGE DES VILLES
DE LOOS ET D'HAUBOURDIN.

Monsieur le président expose qu'il a été saisi d'une
demande de Monsieur le Maire d'Haubourdin, sollicitant une
modification des taux de participation financière à la charge
des deux villes, en raison du déséquilibre constaté quant à
l'utilisation de la piscine par les établissements scolaires
des deux villes.

Il propose une modification des dispositions de
l'article 5 des statuts du syndicat intercommunal, et soumet
au comité une nouvelle rédaction de cet article.

A l'unanimité, le comité accepte les modifications
des conditions initiales dans la participation financière des
villes à compter du 1er Janvier 1978.

Pour Extrait Conforme,

Le Président,

Syndicat Intercommunal
LOOS-HAUBOURDIN